

ATLASS

(Action Territoriale pour l'Alimentation Solidaire et Soutenable)

Contact : Blaise Berger blaise.berger@civam-bretagne.org

Le projet ATLASS est porté par la FRCIVAM Bretagne avec Terralim, Resolis ainsi que l'Association des Régions de France et la Région Bretagne comme partenaires. ATLASS cumule l'ambition d'accompagner des projets locaux concrets, même à petite échelle mais à forte capacité de développement, et celle de proposer et de diffuser des méthodes partagées pour définir des stratégies alimentaires locales. Il s'appuie pour cela sur la mutualisation de bons exemples en France et à l'étranger. La perspective est de fédérer autour d'une feuille de route commune tous les acteurs de la chaîne alimentaire sur un territoire : agriculteurs, consommateurs, artisans, unités de transformation, commerçants, établissements d'enseignement, pouvoirs publics.

1. Diagnostic : contexte du projet et description des besoins

1.1. Un foisonnement d'initiatives d'alimentation durable dans les territoires

Depuis le début des années 2000, de multiples initiatives de rapprochement géographique de la consommation et de la production alimentaires ont émergé en France, en Europe et dans le monde. Cet essor s'intègre lentement dans des démarches territoriales, visant la durabilité et la résilience de systèmes alimentaires locaux, dans les dimensions environnementale, sociale, économique et culturelle/éducative. L'intérêt porté aux circuits alimentaires courts et de proximité, d'abord abordés sous l'angle de relations producteurs consommateurs, s'est progressivement élargi à une grande diversité de pratiques. Celles-ci peuvent être portées par des acteurs divers (producteurs, consommateurs, artisans, travailleurs sociaux, collectivités, personnels de l'éducation,...) souvent organisés en réseaux. Nous utiliserons par la suite le terme « circuits alimentaires courts et de proximité » dans le sens élargi qui est appliqué par le Réseau Mixte Thématique portant ce nom. La proximité y est envisagée sous l'angle géographique, mais aussi en tant que « proximité organisée » pour reprendre l'appareil conceptuel de l'économie de la proximité (A. Torre). Il peut ainsi valoir pour les initiatives d'alimentation solidaire et durable tel qu'il est utilisé par RESOLIS.

Malgré de multiples travaux issus de la recherche ou des acteurs du développement rural

- les effets des circuits alimentaires courts et de proximité, en progression partout en France, ont surtout été examinés à partir de l'échelle micro, celle de chaque initiative ;
- la question de leurs effets cumulés sur un territoire reste posée. Elle est importante pour que l'action concertée dans les territoires provoque ou accompagne un changement d'échelle.

Le besoin reste de mesurer si les impacts cumulés des initiatives d'alimentation responsable et durable font évoluer ou « changent » un territoire autrement que de façon marginale. Certains projets, comme le projet Loccaterre (voir le rapport sur [ce lien](#)) autour des Parcs Naturels Régionaux, ont ouvert la voie à des perspectives territoriales. Ils envisagent le développement des réseaux alimentaires de proximité comme une fin mais aussi comme instrument pour la transition des territoires vers la durabilité.

1.2. Le besoin de fonder l'action sur des projets ou stratégies alimentaires territoriaux

Dans la déclaration de Rennes de l'ARF, le 4 juillet 2014, les Régions « *souhaitent une forte articulation entre les politiques régionales, renforcées par le transfert de gestion récent du Fonds*

Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER), et la politique agricole nationale. Elles s'engagent à développer ces synergies en prenant en compte les caractéristiques des systèmes territorialisés dans la déclinaison des programmes de développement rural régionaux. » A l'échelle internationale, via l'ORU-FOGAR, elles « s'engagent à créer et expérimenter [...] un modèle régional d'organisation territoriale [...], doté d'outils de gouvernance, d'instruments spécifiques juridiques et financiers. Il s'agit d'affirmer l'autonomie des territoires en matière de sécurité alimentaire par une relocalisation ambitieuse et volontaire de la production, de la consommation et de la distribution pour que tous leurs habitants aient accès à une nourriture disponible en quantité et qualité suffisantes, adaptée à leurs habitudes et cultures alimentaires. De multiples initiatives sont à encourager : production locale, commerce de proximité, agro-écologie, agriculture identitaire et maintien de l'emploi rural. » Le Ministère de l'Agriculture, dans le cadre du Programme National pour l'Alimentation, encourage l'établissement de Projets Alimentaires Territoriaux.

Des échelons territoriaux « de projet » ont porté ou soutenu ces actions à vocation intégratrice. La connaissance de terrain en Bretagne montre qu'il existe des stratégies implicites : certains territoires fondent leur intérêt pour l'alimentation de proximité sur la recherche de la préservation de la qualité de l'eau (bassins versants « algues vertes ») alors que d'autres visent en priorité le développement de l'emploi, ou la diversification des pratiques agricoles, ou le maintien d'espaces agricoles dans la trame péri-urbaine. Il n'existe cependant pas de méthode, ni de cadre conceptuel établi pour que ces intentions puissent se systématiser et s'appliquer à grande échelle. Le besoin d'échanges de pratiques et de références communes entre les multiples projets est évident. C'est dans cette perspective que l'ARF a fondé un groupe de travail « Systèmes Alimentaires Territorialisés », qu'il convient d'alimenter en analyses de terrain.

Des expériences européennes probantes de « food strategies » existent. Un nombre important de villes au Royaume Uni ont formalisé des stratégies qui envisagent le développement territorial avec le fait alimentaire comme fil conducteur. Elles embrassent de manière intégrée des objectifs en matière de santé publique (par exemple lutte contre l'obésité), d'équilibres sociaux (lutte contre les « food deserts »), d'environnement (protection de la biodiversité), d'économie (création d'emplois dans le secteur touristique). Elles s'expriment dans des champs éloignés de l'alimentation, comme les rythmes scolaires (pour la qualité de la restauration) ou les transports collectifs (dessertes des quartiers sans point de distribution alimentaire). Plus de 35 villes, pour la plupart à population importante, se sont regroupées dans le réseau [sustainable food cities](#). Le Brésil a systématisé des conseils locaux de sécurité alimentaire visant à organiser la valorisation des ressources locales, avec l'appui d'une ambitieuse politique nationale de lutte contre la faim et de promotion de l'agriculture familiale, dont le montant annuel dépasse le milliard d'Euros.

1.3. Des méthodes complémentaires d'analyse des dynamiques en cours

Le besoin de capitalisation et d'échanges entre acteurs de terrain avec l'appui des scientifiques a été consacré par l'agrément, le 23 janvier 2015, d'un réseau mixte technologique « chaînes alimentaires courtes de proximité ». Impulsé par le Ministère de l'Agriculture, il est animé par la FRCIVAM Bretagne. Il regroupe les principaux acteurs ayant développé des compétences dans le domaine, à savoir :

- développement agricole : CIVAM, Chambres d'Agriculture, FNCUMA, TRAME, AFIP
- recherche : INRA, universités
- instituts techniques : ACTA, instituts spécialisés
- enseignement agricole, supérieur et technique : écoles d'ingénieurs, lycées agricoles
- monde associatif : MIRAMAP, GRET
- développement territorial : Fédération des Parcs Naturels Régionaux

L'action de terrain, portée tant par les acteurs économiques que publics, ne peut s'alimenter seulement d'études de cas ou monographies. D'autant qu'il est postulé que l'ensemble des initiatives portées sur un même territoire sont articulées entre elles, selon un principe de complémentarité, au sein de systèmes alimentaires territoriaux en émergence. De nombreux indices empiriques plaident

dans ce sens, comme les interactions entre les acteurs, ou la mise en œuvre simultanée de plusieurs modalités de circuits courts par les producteurs (en moyenne 3 dans les exploitations).

Le présent projet vise à favoriser la dynamique d'échanges par la mise en œuvre de plusieurs méthodes complémentaires, selon les besoins et priorités locales

- la méthode SALT (Systèmes Alimentaires Territorialisés, à ne pas confondre avec la conceptualisation de même nom) imaginée par Gilles Maréchal et développée depuis 2005 par la FRCIVAM Bretagne avec Agrocampus et Rennes Métropole propose une approche d'évaluation territoriale des effets des circuits courts, mais uniquement sur le chiffre d'affaires et l'emploi cumulés
- la méthode mise au point par RESOLIS qui analyse les externalités des initiatives à partir d'une typologie de 11 catégories d'externalités environnementales, sociales, pédagogiques et culturelles
- la méthode développée par Agrocampus sous le nom initial « Rennes Ville Vivrière » qui permet d'évaluer la zone d'approvisionnement nécessaire à un territoire, sous conditions de types de pratiques agricole et de préférences des consommateurs ; elle a désormais été appliquée à d'autres villes (Strasbourg, Zürich, Cergy Pontoise,...)
- la méthode développée dans le cadre du projet Solalter (Solidarités Alimentaires Territorialisées) qui analyse et présente sous une forme ordonnée les initiatives de mobiliser les produits locaux au service de l'alimentation des ménages pauvres
- la méthode Local, qui permet à tout porteur de projet de commercialisation en circuit court de réfléchir sa logistique en fonction des coûts monétaires, environnementaux et en temps de travail

L'articulation de ces travaux permet de développer des outils innovants d'observation et de caractérisation des systèmes alimentaires territorialisés. Ceux-ci sont nécessaires pour pouvoir fonder des groupes d'échanges de pratiques entre acteurs de terrain et des cycles de formation cohérents.

1.4. Un lieu d'observation : la Bretagne

Les études de cas révèlent une grande diversité de dynamiques territoriales. Des régions dotées d'une large variété de production, où la pratique de vente directe est restée vivace, ne connaissent pas le même itinéraire que d'autres qui se sont spécialisées en s'appuyant sur des filières longues. La Bretagne est dans ce second cas, au contraire de régions du sud. Elle connaît une explosion du nombre d'initiatives : en 2013 la FRCIVAM Bretagne a dénombré 166 initiatives collectives, contre 19 en 2005. Cette progression quantitative, liée à une forte diversité qualitative, en fait un terrain privilégié d'observation et d'expérimentation pour les raisons suivantes :

- de nombreux travaux de recherche participative y ont été menés, associant acteurs de terrain, collectivités et recherche (Agrocampus, Universités de Rennes 1 et Rennes 2) ;
- les acteurs bretons sont actifs et reconnus à l'échelle nationale ;
- la Bretagne est intégralement couverte par des pays, d'échelle pertinente pour observer les dynamiques alimentaires. ;
- certaines villes (Rennes, Lorient) sont particulièrement actives et innovantes ;
- des réseaux de collectivités (par exemple Bruded ou le réseau Territoires en Démarche de Développement Durable) organisent des sessions de formation et d'échanges d'expériences à destination des élus et des personnels sur l'alimentation locale

Il n'y pas eu de bilan formel tirant les enseignements de cette profusion d'initiatives en Bretagne. La plupart d'entre elles ont été concentrées sur des registres d'action au spectre réduit à 3 types d'interventions principaux : la communication sur le « manger local », la mise en relation de l'offre et de la demande par des répertoires ou des outils informatiques, et la stimulation des achats par la restauration collective.

2. Genèse du projet

Le projet vise à provoquer l'action concertée d'acteurs (autorités publiques, réseaux associatifs, organismes de développement territorial, entreprises) sur des projets inter-institutionnels au niveau des territoires. Il s'appuie pour cela sur des compétences distinctes et complémentaires :

- des acteurs publics et collectivités engagés dans le soutien aux circuits courts et autres initiatives d'alimentation solidaire et durable, qui constatent la difficulté commune à passer à une nouvelle étape après quelques années d'action. Plusieurs déclarations convergentes d'élus et agents de collectivités montrent qu'après un investissement pour soutenir les achats de la restauration collective et la publication d'inventaires, ils « *ne savent plus quoi faire* » et sont guettés par le découragement ;
- un réseau régional associatif fortement investi dans la promotion et le suivi de systèmes alimentaires territorialisés, associant des porteurs de projets de terrain ;
- un cabinet coopératif spécialisé dans les questions d'effets territoriaux des chaînes alimentaires courtes de proximité ;
- des acteurs de la recherche et de la chaîne de construction des savoirs, dans l'enseignement supérieur et dans l'enseignement technique agricole ;
- une association visant à « contribuer au progrès social par la capitalisation et le partage des savoirs de terrain » et à même de faciliter une large diffusion des résultats.

Il s'appuie sur

- la participation des partenaires à de nombreuses actions de terrain ;
- l'animation par les partenaires de groupes de travail opérationnels ;
- l'existence de dispositifs d'échanges d'expériences et de formation, et l'expérience de la diffusion des acquis, auprès des agriculteurs, des artisans, des collectivités, des étudiants, depuis l'échelle locale jusqu'à l'échelle internationale ;
- le pilotage ou la participation à de nombreux projets régionaux, nationaux et européens de développement des systèmes alimentaires territorialisés depuis 2005 ; une expérience pratique de la recherche participative et de la méthode de formation-recherche-action, à l'échelle européenne (projets « science in society » sous FP7) ou régionale (programme « appropriation sociale des sciences » du Conseil Régional de Bretagne).
- une connaissance de la production académique et une participation à celle-ci ;
- l'expérience du suivi de travaux d'étudiants, sous forme d'ateliers collectifs ou de stages individuels (niveau master 2 principalement) ;
- la participation active à des groupes de travail nationaux (RMT CACP) et européens/ internationaux (récemment le focus group « short food supply chains » de la DG Agri).

Le projet est né de la rencontre entre de personnes ayant en commun un profil de « passeurs de frontières » entre l'action de terrain et les acquis de la recherche/formation. Toutes créent ou accompagnent des réalisations concrètes : collectivités territoriales, agriculteurs, réseaux alimentaires, étudiants. Le projet ne vise pas à poser de nouvelles questions théoriques mais à alimenter l'action en valorisant des groupes d'échanges, des formations et des méthodes existantes.

3. Objectifs

La finalité est de contribuer au développement soutenable des territoires et au bien-être de leurs habitants par la dynamisation de systèmes d'alimentation locale, solidaire et durable.

L'objectif général est d'accompagner la formalisation de stratégies alimentaires de territoire, rassemblant une diversité d'initiatives d'alimentation solidaire et durable.

Les objectifs opérationnels sont :

- de construire et diffuser un outillage pratique et théorique permettant à des élus, agents territoriaux, associations de développement rural, étudiants de passer à l'action par le lancement de nouvelles initiatives alimentaires locales dans le cadre de stratégies territoriales ;

- de réaliser un bilan et tirer les enseignements des actions de soutien aux circuits alimentaires courts et de proximité menées dans les pays de Bretagne, agrégés au niveau régional ;
- de proposer et diffuser une méthode d'élaboration de stratégie alimentaire territoriale, adaptée au cas français mais s'inspirant des meilleures pratiques extérieures.

3.1. Mise en œuvre

3.1.1. Action 1 : Bilan régionalisé des actions des pays en Bretagne

Il sera dressé un bilan synthétique des actions de soutien aux circuits alimentaires courts et de proximité menées dans les pays de Bretagne depuis 2011. Il sera mené de façon participative, dans le cadre d'un groupe de travail déjà existant (mais aujourd'hui centré sur la logistique) d'animateurs de pays. Une généralisation méthodologique sera produite. La méthode reposera sur

- le repérage aussi exhaustif que possible des actions menées par les autorités locales dans les pays et les agglomérations de Bretagne ;
- l'analyse critique de ces actions au sein d'un groupe participatif avec les pays ;
- la réalisation d'une typologie commentée des actions menées et des stratégies territoriales implicites, à partir de la grille d'externalités de RESOLIS, éventuellement amendée ;
- la comparaison des démarches et agrégation des conclusions à l'échelle régionale

Cette action sera menée de façon participative avec les territoires sous forme de formation-recherche-action. Le projet sera donc en lui-même une instance de formation et de prise de recul pour les animateurs « alimentation locale » d'une dizaine de pays. Le réseau rural ayant plutôt bien fonctionné en Bretagne, il sera mis à profit pour associer et former les animateurs qui ne pourront pas suivre l'action en continu. Des réseaux de collectivités focalisés sur le développement territorial durable pourront relayer les résultats. Des travaux d'étudiants et élèves de l'enseignement agricole seront mobilisés pour le bilan des actions locales.

3.1.2. Action 2 : Accompagnement de projets alimentaires territoriaux

Il sera proposé une méthode pour l'élaboration de stratégies alimentaires territoriales, alimentée par la mesure des effets des systèmes alimentaires territoriaux (pays, région) et les références développées à l'échelle européenne. Cette méthode sera appliquée pour l'avancement de Projets Alimentaires Territoriaux pilotes, dont la profession et les effets constituent l'essentiel des résultats attendus.

La démarche s'appuiera sur les éléments suivants

- traduction des productions de l'action 1, en continu sans attendre la fin, en repères méthodologiques illustrés par des exemples concrets ;
- revue bibliographique et webographique des stratégies territoriales développées dans les pays européens, en relation avec les contextes territoriaux (urbain /rural) et alimentaires ;
- contacts direct avec des expériences réussies ou prometteuses de stratégies alimentaires territoriales réellement mises en œuvre et évaluation.

3.1.3. Action 3 : Diffusion

Le succès du projet repose sur une large diffusion des résultats obtenus et de la méthode élaborée, ce qui justifie d'identifier une action spécifique. Les réalisations de diffusion directe pour les actions 1 et 2 auprès de publics ciblés ont été mentionnées ci-dessus. Elles reposeront sur la production de documents spécifiques

- un bilan synthétique des actions menées dans les pays de Bretagne
- un guide méthodologique pour l'évaluation des effets des circuits alimentaires courts et de proximité à l'échelle d'un territoire, basée sur les externalités
- une revue des expériences européennes de stratégies alimentaires
- un guide méthodologique pour l'établissement d'une stratégie alimentaire territoriale
- deux articles scientifiques
- des documents pédagogiques (présentations ppt, ressources ludiques) inspirés des précédents dans une optique de diffusion ou de formation (enseignement agricole)

L'ensemble des productions sera par ailleurs relayée par les sites internet et les pages de réseaux sociaux des partenaires.

Une actions spécifique de diffusion vers l'Europe et l'international sera aussi recherchée

- auprès d'acteurs européens par le groupe « short food supply chains » d'EIP Agri
- en Espagne avec la Red de Queserías de Campo y Artesanas
- au Royaume Uni par le réseau Sustainable Food Cities, avec l'appui du cabinet [Sustain Live](#) (Traci Lewis)
- au Brésil auprès des universités de Sao Paulo (ESALQ, prof. Paulo Moruzzi), Rio de Janeiro (UFRRJ-CPDA, prof. Sergio Leite), Santa Catarina (UFSC, prof. Wilson Schmidt), et du Ministère du Développement Agricole, en charge des programmes d'alimentation locale

3.2. Pilotage et Impacts du projet

Le pilotage du projet sera mené, en utilisant des démarches de type recherche-action avec les différents profils d'acteurs, par

- pour les grandes orientations, en particulier méthodologique, un comité de pilotage composé des partenaires du projet, élargi collégialement à des agents de développement agricole et rural, des chercheurs, des agents et élus de collectivités. Il se réunira 2 fois par an ;
- un comité technique composé de façon permanente par les partenaires du projet, chargé de la mise en œuvre opérationnelle des actions. Il se réunira au moins une fois par trimestre et pourra s'élargir selon l'ordre du jour à des experts ;
- des cellules ad-hoc, toujours placées sous la responsabilité d'un partenaire du projet, pour la réalisation d'opérations particulières (par exemple, le montage d'un événement, avec toutes les parties prenantes).

Les impacts du projet sont recherchés principalement à moyen terme par la mise en application de projets alimentaires territoriaux, qui se déclineront en réalisations concrètes. Ils reposent sur la coordination des acteurs à l'échelle territoriale (« bassins alimentaires », régions), ce qui suppose des organes de consultation/implication/gouvernance spécifiques. Pour cela, il utilisera et portera un effort particulier sur la formation pour la transmission des résultats.

3.3. Continuité du projet

Le projet n'est pas considéré comme une fin en soi mais comme le catalyseur d'actions entreprises à l'extérieur. Il ambitionne donc d'accompagner l'élaboration de projets alimentaires territoriaux, qui par nature le dépasseront, en fournissant des éléments factuels et méthodologiques. Pour cela, de nombreuses activités d'échanges entre pairs et de formation seront organisées.